

**GROUPEMENT DE COMMANDE DES ETABLISSEMENTS DE SANTE
PUBLICS AUTONOMES
DU PAYS CHAROLAIS – BRIONNAIS**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Coordonnateur du marché :

EHPAD ANTONIN ACHAI NTRE
53, rue Antonin Achaintre
71170 Chauffailles

**Marché de fourniture de produits et accompagnement pour la
prise en charge de l'incontinence en EHPAD**

Etablissements bénéficiaires de la prestation :

EHPAD DE RAMBUTEAU ET DE ROCCA - Le Bourg - 71800 Bois Ste Marie
EHPAD MARCELLIN VOLLAT à DIGOIN - 3 rue Marcellin Vollat - 71160 Digo in
EHPAD ANTONIN ACHAI NTRE - 53, rue Antonin Achaintre - 71170 Chauffailles
regroupant 3 sites :
 {EHPAD ANTONIN ACHAI NTRE – 53, Rue Antonin Achaintre - 71170 Chauffailles
 {MAISON DES ANCIENS - La Place - 71170 Coublanc
 {EHPAD LE COLOMBIER - Le Bourg - 71740 Saint-Maurice-lès-Châteauneuf
La Résidence du CŒUR DU BRIONNAIS regroupant 2 sites :
 {EHPAD BOUTHIER DE ROCHEFORT - 896 La Grand'rue, 71110 Semur-en-Brionnais
 {EHPAD-SSIAD VAL D'ARCONCE DE MARCIGNY - 1, Place Irène Popard – 71110
MARCIGNY

Accord cadre passé selon une Procédure d'appel d'offres ouvert
Selon l'article L2124-2 du Code de la Commande Publique

**Date limite de réception des offres
10 septembre 2024 à 12 heures**

Table des matières

I.	CARACTÉRISTIQUES DU MARCHE.....	3
1.	Objet du marché.....	3
2.	Groupement de commandes.....	3
3.	Procédure	4
4.	Nomenclature	4
5.	Forme du marché.....	4
6.	Durée du marché.....	5
7.	Allotissement	5
II.	CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE.....	5
1.	Cautionnement	5
2.	Mode de financement et de paiement	5
3.	Forme juridique	5
4.	Langue utilisée.....	6
5.	Variantes	6
6.	Négociation.....	6
7.	Planning prévisionnel du marché	6
III.	PRESENTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
1.	Consultation du DCE.....	6
2.	Pièces constitutives du Dossier de Consultation	6
IV.	CONTENU DES OFFRES	7
1.	Documents relatifs à la candidature.....	7
2.	Documents relatifs à l'offre	8
V.	MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION	9
VI.	CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES.....	10
1.	Date limite de remise des offres.....	10
2.	Modalités de remise des offres.....	10
3.	Délai de validité des offres	12
VII.	JUGEMENT DES CANDIDATS ET DES OFFRES ET ATTRIBUTION DE L'ACCORD CADRE	12
1.	Jugement des candidatures	12
2.	Jugement des offres.....	13
3.	Attribution de l'accord-cadre	14
VIII.	RENSEIGNEMENTS.....	14
1.	Renseignements complémentaires	14
2.	Documents à produire au stade de l'attribution du marché	14
3.	Avis d'information de la décision	15
IX.	RECOURS	15

PREAMBULE

Le Groupement de Commande des Etablissements de Santé Publics Autonomes du Pays Charolais – Brionnais lance une procédure pour la conclusion d'un marché à bon de commande – accord-cadre sur la fourniture de produits et l'accompagnement pour la prise en charge de l'incontinence en EHPAD.

L'établissement Ehpad Antonin Achaintre - 53, rue Antonin Achaintre 71170 Chauffailles est le coordonnateur du groupement et dénommé « Pouvoir adjudicateur » et le candidat est désigné sous l'appellation « opérateur économique ». L'opérateur économique retenu à l'issue du marché est nommé « titulaire ».

I. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHE

1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de produits et accompagnement pour la prise en charge de l'Incontinence en EHPAD.

2. Groupement de commandes

Le présent accord-cadre fait l'objet d'un groupement de commandes entre les établissements ci-après désignés :

EHPAD DE RAMBUTEAU ET DE ROCCA - Le Bourg - 71800 Bois Ste Marie
EHPAD MARCELLIN VOLLAT à DIGOIN - 3 rue Marcellin Vollat - 71160 Digoin
EHPAD ANTONIN ACHAITRE - 53, rue Antonin Achaintre - 71170 Chauffailles
regroupant 3 sites :

{EHPAD ANTONIN ACHAITRE – 53, Rue Antonin Achaintre - 71170 Chauffailles

{MAISON DES ANCIENS - La Place - 71170 Coublanc

{EHPAD LE COLOMBIER - Le Bourg - 71740 Saint-Maurice-lès-Châteauneuf

La Résidence du COEUR DU BRIONNAIS regroupant 2 sites :

{EHPAD BOUTHIER DE ROCHEFORT - 896 La Grand'rue, 71110 Semur-en-Brionnais

{EHPAD-SSIAD VAL D'ARCONCE DE MARCIGNY - 1, Place Irène Popard – 71110
MARCIGNY

Le Coordonnateur du Groupement de Commande des Etablissements de Santé Publics Autonomes du Pays Charolais – Brionnais est l'Ehpad Antonin Achaintre 53, Rue Antonin Achaintre 71170 Chauffailles.

La personne responsable du marché est : Monsieur VADON, chargé de conclure le marché définissant les prescriptions administratives et techniques à respecter.

La facturation liée à l'exécution du marché s'effectue au niveau de chaque établissement.

Référents(es) des établissements concernés par le marché :

La Résidence du CŒUR DU BRIONNAIS regroupant 2 sites : Mme BRUN

- EHPAD-SSIAD Val d'Arconce de Marcigny sise 1, Place Irène Popard – 71110 Marcigny
- EHPAD Bouthier de Rochefort sise 896 La Grand'rue, 71110 Semur-en-Brionnais
- EHPAD De Rambuteau et De Rocca sise Le Bourg - 71800 Bois Ste Marie : Mme Marsac
- EHPAD MARCELLIN VOLLAT à DIGOIN sise 3 rue Marcellin Vollat - 71160 Digoin : Mme Creteur

EHPAD ANTONIN ACHAI NTRE (desservant 3 sites) sise 53, Rue Achaintre – 71170 Chauffailles : Monsieur VADON

- EHPAD Antonin Achaintre – 53, Rue Antonin Achaintre - 71170 Chauffailles
- Maison des Anciens - La Place - 71170 Coublanc
- EHPAD Le Colombier - Le Bourg - 71740 Saint-Maurice-lès-Châteauneuf

3. Procédure

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions de l'article L2124-2 du Code de la Commande Publique.

4. Nomenclature

CPV 33141621-9 – Kit d'incontinence

5. Forme du marché

Les commandes seront passées par le moyen de bons de commande qui seront signés par le responsable habilité au sein de chaque établissement selon les règles de délégation de signature en vigueur.

L'accord cadre est conclu sans minimum et avec un maximum en valeur estimée sur la période totale du marché, toutes reconductions comprises, de 750 000 € HT. Ce montant constitue la limite supérieure des obligations contractuelles tant du pouvoir adjudicateur que du titulaire de l'accord-cadre. Ainsi, celui-ci prend fin de plein droit dès lors que le montant maximum est atteint et ce, quand bien même sa durée de validité ne serait pas encore expirée (en application de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne (Arrêt n° C-23/20 Simonsen & Weel A/S transposé en droit français par la modification de l'article R2121-8 du Code de la Commande Publique par Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 art.2).

Le présent accord-cadre est mono attributaire

6. Durée du marché

Le présent marché prend effet à partir du **23 novembre 2024 jusqu'au 22 novembre 2025**.

Le marché pourra être reconduit tacitement 3 fois, pour une durée d'un an, sans que sa durée totale n'excède **48 mois** à savoir :

- **Première année de reconduction** : du 23/11/2025 au 22/11/2026
- **Deuxième année de reconduction** : du 23/11/2026 au 22/11/2027
- **Troisième année de reconduction** : du 23/11/2027 au 22/11/2028

Le marché ne pourra donc pas excéder 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicataire au moins 4 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

L'opérateur économique prendra toutes les dispositions nécessaires au démarrage en temps et heure de la prestation.

7. Allotissement

Le marché n'est pas décomposé en lots.

La justification du non-allotissement est la suivante : le présent marché ne permet pas d'identifier des prestations distinctes qui justifieraient un allotissement.

II. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

1. Cautionnement

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement

2. Mode de financement et de paiement

Le financement est intégralement assuré par le service de gestion comptable de chaque établissement.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, sous un délai de 30 jours.

3. Forme juridique

Entreprise unique ou groupement solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée n'est pas exigée pour la présentation de l'offre.

Cependant, après l'attribution, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra exiger que le titulaire adopte la forme du groupement solidaire.

En cas de groupements d'opérateurs économiques, le mandataire devra être solidaire conformément à l'article R2142-20 du Code de la Commande Publique. Les candidats ne pourront pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

4. Langue utilisée

La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution est le français exclusivement.

5. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation

6. Négociation

La négociation n'est pas autorisée dans le cadre de la présente consultation.

7. Planning prévisionnel du marché

10 septembre 2024 à 12h : date limite de remise des offres

Semaine 42 année 2024 : Commission d'Appel d'Offre

23 novembre 2024 : démarrage du marché

III. PRESENTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

1. Consultation du DCE

Le dossier de consultation est à télécharger sur la plateforme dématérialisée <https://www.marches-securises.fr>

2. Pièces constitutives du Dossier de Consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes :

- Le présent **Règlement de Consultation (RC)**,
- Le **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**,
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**
- L'**Acte d'Engagement et ses annexes**

- L' **Annexe 1** (2 onglets) - Bordereau de prix unitaires BPU (Bordereau de Prix Unitaires) /DQE (Détail Quantitatif Estimatif).

Les quantités portées au DQE (détail quantitatif estimatif) sont des quantités non contractuelles permettant d'avoir une base factuelle pour le jugement des offres.

L'acte d'engagement signé et complété par le titulaire constitue, à compter de la notification, le document contractuel servant de base à la signature du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

- L' **Annexe 2** Attestation de visite

IV. CONTENU DES OFFRES

1. Documents relatifs à la candidature

Les candidats fourniront :

- La lettre de candidature (imprimé DC1)
- En cas de groupement, une lettre de candidature (ou formulaire type DC1) faisant apparaître le cas échéant les membres du groupement, les personnes habilitées à engager l'entreprise, dûment complété et signé en original, document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ; Le candidat fournira une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée certifiant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner à un marché public ;
- La déclaration du candidat (ou formulaire type DC2) complètement renseignée et signée en original - le DC2 apporte des précisions sur le statut du candidat individuel ou membre du groupement. Il permet également de s'assurer que le candidat individuel ou chacun des membres du groupement dispose des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution du marché public.

Le candidat produit, en annexe du DC2, les éléments suivants :

- Une présentation de la société, exposant les moyens humains (effectif total de la structure, personnel d'encadrement etc.), ainsi qu'une présentation des moyens techniques ou équipements ;
- Une présentation des principales prestations similaires effectuées par le candidat sur les trois derniers exercices. Ces références sont vérifiables et comprennent notamment le nom et les coordonnées du donneur d'ordre, l'objet détaillé des prestations effectuées, les montants annuels des prestations
- Une attestation sur l'honneur indiquant que le candidat est à jour de ses obligations fiscales et sociales au 31/12/2023 ; elle peut être remplacée par le formulaire NOTI 2 (ancien formulaire DC7) ou la liasse fiscale 3666 et volet URSSAF au 31/12/2023 (obligatoire à l'attribution) dûment rempli et signé par les autorités fiscales,
- Une attestation de Pouvoir indiquant que le signataire des pièces du dossier de candidature est habilité à engager juridiquement l'entreprise
- 1 relevé d'identité bancaire ou postal au nom de la société du candidat
- 1 attestation d'assurance
- 1 extrait K-Bis de moins de 3 mois

Toute autre pièce que le candidat estime de nature à appuyer sa candidature (attestation d'assurance, rapport d'essai de contrôle sanitaire ...).

Les formulaires type sont téléchargeables sur le site suivant :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Avertissement

En cas de candidatures groupées, une déclaration (DC2) devra impérativement être remplie par chaque membre dudit groupement (une du mandataire et une pour chacun des cotraitants). En cas de fausses déclarations, le marché signé pourra être résilié aux torts et risques du titulaire. Il appartient au titulaire de faire ce contrôle pour ses propres sous-traitants éventuels de rang 1 et ainsi de suite dans la chaîne de sous-traitance.

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature :

- Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières ;
- Production d'un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant que le candidat dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

2. Documents relatifs à l'offre

Au titre des documents relatifs à l'offre, chaque candidat devra produire :

- **L'Acte d'Engagement**, dûment signé et complété, et ses **annexes**, également complétées ;
- **Annexe 1 - Bordereau des prix unitaires BPU/DQE** (2 onglets) à compléter, dater et signer ;
- **Annexe 2 – Attestation de visite** à compléter, dater et signer ;
- **Les fiches techniques et fiches de sécurité** éventuelles de tous les produits proposés ;
- **Un mémoire technique**, faisant notamment apparaître :
 - Méthode d'accompagnement et plan de formation :
 - Nombre et fréquence de passage pour faire un point avec la référente
 - Nombre et fréquence de formation
 - Nomination d'un interlocuteur unique
 - Définition d'objectifs cibles sur les indicateurs
 - Eventail de tailles et de niveau d'absorption par typologie de produits pour garantir le confort des résidents, produits ergonomiques facilitant la mise en place pour les soignants
 - Liste de références " client " départementales et/ou régionales
- **Un mémoire technique sur les fonctionnalités du Logiciel de Gestion incontinence**, gestion des protocoles, gestion des stocks, gestion des commandes, indicateurs de pilotage, gestion des alertes .. ect.
Le candidat précisera l'existence d'une interface entre le logiciel de gestion des commandes proposé et les logiciels de soins tels que Netsoins (Teranga), BL Soins (Berger Levrault), Titan (Malta Informatique), Livia (Solware

informatique), autre logiciel ainsi que les conditions d'accès.

- **Un mémoire sur la démarche environnementale**, ses certificats ou labels, les actions mises en œuvre en interne pour favoriser la diminution des émissions de CO2, économies d'énergies, gestion de l'eau, sensibilisation à l'écoconduite...), la gestion des déchets et le recyclage, recours aux énergies renouvelables...
- **Le tarif général complet (protections et produits d'hygiène et soin) de référence en vigueur relatif à l'offre**

Chaque opérateur économique peut également produire toute pièce qu'il estime de nature à appuyer son offre.

Les propositions financières et techniques du candidat devront être suffisamment complètes et détaillées pour permettre d'apprécier son offre au regard des critères de sélection mentionnés à l'article VIII (huit).

Chaque opérateur économique se doit de produire un dossier de candidature et une offre complète comprenant l'ensemble des pièces visées ci-dessus. Ces documents n'ont pas à être obligatoirement signés, seul l'acte d'engagement lui-même devra être signé à l'issue de la procédure d'attribution.

Il est rappelé au candidat que la signature de l'Acte d'Engagement vaut acceptation de toutes les pièces du DCE.

V. MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Pouvoir Adjudicataire, se réserve le droit d'apporter des modifications mineures à tout élément composant le dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date fixée pour la remise des offres. Dans le cas où des modifications auraient été apportées après ce délai, un délai supplémentaire est accordé aux candidats et une nouvelle date limite de remise des offres est établie de manière à respecter ce délai de 8 jours.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

VI. CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES

1. Date limite de remise des offres

La date de limite de dépôt des offres est fixée au **10 septembre 2024 à 12 heures** sur la plateforme dématérialisée <https://www.marches-securises.fr>.
Les offres reçues après ce délai ne seront pas examinées.

2. Modalités de remise des offres

Les opérateurs économiques devront transmettre leurs candidatures et leurs offres par voie électronique.

Elles devront alors être déposées selon les modalités dématérialisées définies ci-dessous avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, ils devront tenir compte des indications suivantes.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les fichiers : avi, bat, cab, chon, clp, cond, com, dll, drv, exe, htu, js, jse, lha, lzh, mp3, mpg, nlm, ovl, pif, sor, sys, vbe, vbs, vxd et wav
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».

Pour continuer son offre, le candidat devra transmettre des fichiers établis dans les formats informatiques suivants :

- Adobe Acrobat. Pdf (lisible par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format. Rtf (lisible par l'ensemble des traitements de texte : Word de Microsoft, Word Perfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft)
- .Doc ou .Xls ou .Ppt en version 2000-2003 (lisible par l'ensemble des traitements de texte : Word de Microsoft, Word Perfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft)
- .Dxf, .Dw (lisible par les utilitaires de DAO de type Autocad)

Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent ou à partir d'une version de logiciel supérieure sera déclaré nul et non avenu.

Les documents constituant les réponses transmises par voie électronique pourront être signés soit électroniquement, conformément à la directive européenne 1999/93CE, au décret 2001-272 du 30 mars 2001 et aux articles 1316 à 1316-4 du Code Civil, soit au moment de l'attribution du marché au candidat pressenti. **La signature électronique n'est pas obligatoire.**

En cas de signature électronique, le certificat électronique utilisé pour ces signatures doit être reconnu par la procédure électronique et détenu par une personne ayant capacité à engager le soumissionnaire dans le cadre de la présente consultation.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Schématiquement, le soumissionnaire constitue son pli, le date, le signe en signant électroniquement la totalité des fichiers composant sa candidature, et le dépose sur le site susvisé.

Les candidats doivent disposer d'un outil de signature électronique et signer la totalité des fichiers constituant l'offre au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat. Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, référencées sur la liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat. Le référentiel intersectoriel de sécurité et la liste des catégories de certificats de signature électronique sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ATTENTION !

Tout fichier constitutif de la candidature et/ou de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure de marché public.

La personne publique pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu. Les dispositions de l'arrêté du 28 août 2006 au JO n° 199 du 29 août 2006 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés s'appliquent. Les candidats peuvent envoyer une copie de sauvegarde sous forme de papier ou sur support électronique dans les conditions fixées par cet arrêté. Toute offre ou candidature reçue sur support papier ou support électronique qui ne comporte par la mention « copie de sauvegarde » et qui émane d'un candidat ayant également remis une offre ou une candidature par voie électronique, est réputée n'être jamais arrivée. Seule la candidature ou l'offre parvenue par voie électronique sera prise en considération. Même si son offre à la présente procédure de marché public a fait l'objet d'une transmission électronique, le soumissionnaire s'engage, notamment dans le cas où son offre est retenue, à accepter la re-matérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique auteur de leur signature électronique procède à leur signature manuscrite sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie à la personne publique sous cette forme.

Il s'engage également à en accepter la notification, selon les procédés habituellement en cours, sous forme papier.

Copie de Sauvegarde

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par le décret du 14 décembre 2009 (NOR : ECEM0929046A). Elle est transmise sous pli scellé, soit sur un support physique électronique (CD, DVD, clé USB), soit sur un support papier, et comporte obligatoirement la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE DE LA CONSULTATION : MARCHE DE FOURNITURE DE PRODUITS ET ACCOMPAGNEMENT POUR LA PRISE EN CHARGE DE L'INCONTINENCE EN EHPAD POUR LE GROUPEMENT DE COMMANDE DES ETABLISSEMENTS DE SANTE' PUBLICS AUTONOMES DU PAYS CHAROLAIS – BRIONNAIS NE PAS OUVRIR » à l'adresse suivante :

Ehpad Antonin Achaintre - 53, Rue Antonin Achaintre - 71170 Chauffailles

Les plis qui parviendraient après la date et l'heure fixée ci-dessus, ne seront pas retenus.

10 septembre 2024 à 12 heures

Les heures de dépôt des plis sont : 9h à 17h du lundi au vendredi

Cette enveloppe sera ouverte dans les conditions précisées à l'article 11 de l'arrêté du 28 août 2006 lorsqu'un document électronique comporte un programme malveillant (virus) ou en cas de défaillance du système informatique.

Cette copie de sauvegarde devra être rigoureusement identique aux fichiers électroniques transmis. Elle ne saurait être considérée comme une offre complémentaire, régularisant un oubli de document ou une non-conformité.

Il est rappelé qu'à l'issue de la consultation la copie de sauvegarde sera détruite par le pouvoir adjudicateur si elle n'a pas été ouverte.

Il est rappelé que la référence horaire utilisée est l'heure de Paris et que les éléments relatifs à l'horodatage de la réception des candidatures et des offres sont issus du système informatique de la plateforme marchés sécurisés.

En fin de procédure, la personne responsable du marché transformera l'offre électronique du soumissionnaire retenue en offre papier ce qui donnera lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'Arrêté du 28 août 2006 pris en application du I de l'article 48 et de l'article 56 du code des marchés publics et relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés.

Les documents transmis par voie électronique pourront être ré-matérialisés après ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **cent-vingt-jours (120) jours** à compter de la date limite de remise des offres.

VII. JUGEMENT DES CANDIDATS ET DES OFFRES ET ATTRIBUTION DE L'ACCORD CADRE

1. Jugement des candidatures

Le pouvoir adjudicateur vérifiera les pièces relatives à la candidature et en enregistrera le contenu.

Conformément à l'article R2144-2 du code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il pourra demander au(x) candidat(s) concerné(s) de les produire ou de les compléter dans un délai fixé à 7 jours.

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

2. Jugement des offres

Les offres non éliminées sont classées par ordre décroissant à partir des critères de jugement définis ci-après.

L'établissement choisit l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement énoncés ci-après :

CRITERE N° 1 – CRITERE ECONOMIQUE Le critère « économique » sera apprécié sur la base de l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base du tableau DQE de référence. Le candidat présentant le montant global le plus bas obtiendra la meilleure note sur ce critère (soit 60 points). Les autres notes seront attribuées au prorata de ce montant le plus bas.	60 / 100
CRITERE N° 2 – VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE Elle sera appréciée en tenant compte des éléments suivants : <u>Qualité des produits (évaluation pendant les tests) : 10 points</u> <u>Stratégie d'Accompagnement et Plan de formation 15 points</u> <ul style="list-style-type: none">➤ Etendue de l'offre – Préconisations, éventail de tailles et de niveau d'absorption par typologie de produits pour garantir le confort des résidents, produits ergonomiques facilitant la mise en place pour les soignants.....➤ Méthodologie d'exécution du marché et d'accompagnement, contenu des modules de formation ect.).➤ Suivi des équipes :<ul style="list-style-type: none">- Fréquence des interventions (nombre de passages annuels par établissement pour accompagner et conseiller les équipes)- Outils d'aide à la formation (vidéo, fiches produits, tutos bonnes pratiques...)- Outils de suivi des actions mises en place, validation des acquis et actions correctives (si problèmes protocole, commande ect.) <u>Logiciel de gestion commandes et suivi des tableaux de bord total 10 points</u> <ul style="list-style-type: none">- Gestion des protocoles de soins individualisés par résident- Gestion des stocks par service ou étage et décompte automatique- Gestion des commandes valorisées au prix du marché, suivi des bons de distribution et des commandes- Tableau de bord d'indicateurs de pilotage (soins, achats et logistique en temps réel)- Interface avec les logiciels de soins	35 / 100
CRITERE N° 3 – CRITERE ENVIRONNEMENTAL Certifications ou labels, les actions mises en œuvre en interne pour favoriser la diminution des émissions de CO2 (économies) d'énergies, sensibilisation à l'éco-conduite...), la gestion des déchets et le recyclage, poids annuel des produits livrés, démarche RSE...)	5 / 100

3. Attribution de l'accord-cadre

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, **la signature de l'acte d'engagement de l'attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution de l'accord-cadre.**

À défaut de produire ce document dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

VIII. RENSEIGNEMENTS

1. Renseignements complémentaires

Toute demande de renseignement sera à formuler exclusivement par le biais du profil acheteur à l'adresse www.marches-securises.fr.

Ces demandes de renseignements devront être déposées au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

2. Documents à produire au stade de l'attribution du marché

L'établissement informe le candidat retenu de la décision favorable du pouvoir adjudicateur, par voie électronique via le profil acheteur sur www.marches-securises.fr.

Il sollicite l'obtention dans un délai maximum de 10 jours si ceux-ci n'ont pas été fournis précédemment de :

- Une attestation de fourniture des déclaration sociales et de paiement des cotisation et contributions de sécurité sociales, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D8222-5-1 du code du travail et D.243-15 du code de sécurité sociale),
- La pièce prévue à l'article D8254-2 ou D8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail,
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2),
- Extrait K-bis.

N.B : pour les entreprises créées postérieurement au 31/12/2018 produire le récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises, ou un extrait K-bis.

Le candidat mentionnera les coordonnées précises de la personne ressource à contacter, sur un document joint à l'attestation sur l'honneur afin d'obtenir les documents requis.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats requis dans le délai fixé, son offre sera rejetée et une nouvelle demande de certificats sera faite au candidat suivant dans le classement des offres.

3. Avis d'information de la décision

Les opérateurs économiques non-retenus seront informés via la plateforme www.marches-securises.fr

IX. RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours :

Tribunal Administratif de Dijon

22 Rue d'Assas -BP 61616

21016 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Adresse internet (URL): <http://dijon.tribunal-administratif.fr>